



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

ICAM Lille

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux

Exercice clos le 31 décembre 2022

ICAM Lille

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux
6 rue Auber - 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

ICAM Lille

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux

6 rue Auber - 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée Générale du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - ICAM Lille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux – ICAM Lille, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 1.2.7 Provision pour indemnités de départ à la retraite » du paragraphe « 1.2 Principes comptables retenus » concernant le changement de présentation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil Syndical et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil Syndical.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de votre Syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 20 Juin 2023

KPMG S.A.

Matthieu Pinero

Associé

ICAM Lille Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

BILAN - Icam Lille

ACTIF

ACTIF		EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	576 967	539 857	37 109	61 730
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	576 967	539 857	37 109	61 730
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)			0	0
	- Constructions sur sol propre	5 044 401	4 283 430	760 971	1 055 605
	- Constructions sur sol d'autrui			0	0
	- Installations techniques, matériel et outillage	5 202 784	3 558 401	1 644 383	1 479 843
	- Autres	2 472 678	2 275 516	197 162	237 753
	- Immobilisations corporelles en cours	53 308		53 308	0
	- Avances et acomptes	7 320		7 320	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 780 491	10 117 347	2 663 144	2 773 201
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés	8 140		8 140	8 040
	- Prêts	208 662		208 662	189 218
	- Autres	3 414		3 414	2 364
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	220 216	0	220 216	199 622
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	13 577 673	10 657 204	2 920 469	3 034 553
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	9 774		9 774	18 937
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	11 156		11 156	26 726
	CREANCES :				
	- Clients divers	3 250 785	42 309	3 208 476	3 159 860
	- Personnel et organismes sociaux	2 699		2 699	1 850
	- Etat et autres collectivités publiques	1 145 801		1 145 801	1 542 793
	- Autres	338 965		338 965	190 998
	TOTAL CREANCES	4 738 250	42 309	4 695 941	4 895 501
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	26 325		26 325	26 325
	DISPONIBILITES	2 936 043		2 936 043	2 820 133
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	152 242		152 242	176 379
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	7 873 790	42 309	7 831 481	7 964 001
TOTAL DE L'ACTIF (I + II)		21 451 463	10 699 513	10 751 951	10 998 554

(1) voir détail dans l'annexe

BILAN - Icam Lille

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
F O N D S R E P O R T E S E T D E D I E S	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	2 766 557	2 754 956
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	74 132	11 601
	TOTAL SITUATION NETTE	2 840 689	2 766 557
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	2 309 770	1 859 036
	- Amortissement des subventions d'investissement	-1 428 150	-1 213 903
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
P R O V I S I O N	TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 722 309	3 411 690
	FONDS REPORTEES ET DEDIES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	305 264	366 799
	TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (II)	305 264	366 799
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	170 990	157 990
	- Provisions pour pensions et obligations similaires	473 995	
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges		537 975
D E T T E S ①	TOTAL PROVISIONS (III)	644 985	695 965
	DETTEES		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	995 647	1 703 429
	- Avances et acomptes reçus des usagers		
	- Dettes fournisseurs	691 120	625 348
	- Dettes fiscales et sociales	1 008 498	969 659
	- Dettes sur immobilisations		
	- Autres dettes	94 742	289 224
	- Produits constatés d'avance	3 289 386	2 936 440
	TOTAL DETTES (IV)	6 079 393	6 524 100
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	10 751 951	10 998 554

① Dont à plus d'un an : 609 K€ / dont à moins d'un an : 5470 K€

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

0

COMPTE DE RESULTAT ICAM Lille

	2022	2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	4 365 919	3 898 767
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	3 681 207	3 772 988
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	935 432	1 013 862
Produits des activités annexes	99 528	282 483
Subventions d'exploitation	1 939 584	1 949 147
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	820 073	732 551
Contributions financières autres organismes	165 632	133 751
Utilisation des fonds dédiés	91 535	241 725
Autres produits de gestion courante	506	262
TOTAL 1	12 099 416	12 025 536
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	135 270	162 063
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	566 531	476 211
Variation de stocks	9 163	1 884
Autres charges externes	2 218 312	2 157 488
Impôts, taxes et versements assimilés	184 773	173 838
Salaires et traitements	4 492 634	4 155 783
Charges sociales	1 873 941	1 837 112
Dotations aux amortissements des immobilisations	801 611	871 262
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant		24 250
Dotations aux provisions	37 778	140 367
Autres charges de gestion courante	1 913 927	1 758 614
TOTAL 2	12 233 940	11 758 872
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-134 524	266 664
Remboursement des frais sur opérations faites en commun	TOTAL 3	
Quote-part des frais sur opérations faites en commun	TOTAL 4	
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	146	146
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 5	146	146
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	11 929	21 557
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 6	11 929	21 557
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-11 783	-21 411
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-146 306	245 253
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	89 551	150 024
Sur opérations en capital	215 757	336 744
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	235 083	36 000
TOTAL 7	540 391	522 768
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	247 870	63 548
Sur opérations en capital		6 665
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	235 083	822 835
TOTAL 8	482 953	893 048
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	57 438	-370 280
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	TOTAL 9	-163 000
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	12 639 953	12 548 450
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	12 565 822	12 536 849
EXCEDENT OU DEFICIT	74 132	11 601
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<u>Emplois des contributions reçues</u>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		
<u>Contributions reçues</u>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

ICAM Lille

ANNEXE AU BILAN 2022

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Le projet de rénovation du campus de Lille se poursuit, porté par la Fondation Féron Vrau : Le bâtiment St Eloi a été confié au groupement en mars 2022, le gymnase a été détruit et le bâtiment Lacouture a également été confié pour rénovation en juillet 2022. Par Ailleurs, les services aux entreprises ont été relocalisé en septembre sur le Lycée Ozanam à Lille pour la durée des travaux.
- Le site a connu également des changements importants à la Direction du site : Franck Jimenez a quitté ses fonctions opérationnelles fin février. Gilles Vandecaveye a assuré l'intérim de direction de mars à juillet en parallèle de ses fonctions de directeur délégué pour la France et Bruno Soullard a été nommé directeur du site au 1^{er} Août 2022.
- Une réorganisation importante du Pôle Services aux Entreprises avec l'arrivée de Johann Leost comme nouveau responsable depuis fin Août 2022 et le remplacement d'un certain nombre de chargés d'affaire et chefs de projet va permettre de relancer positivement l'activité après une année 2022 très compliquée.
- La réorganisation de la formation professionnelle a aussi été concrétisée à la rentrée de septembre. Les fruits de la réorganisation se verront à partir de mi 2023 car les rentrées 2022 ont été compliquées par la réorganisation.
- Enfin, il faut souligner les excellentes rentrées en formation ingénieur, notamment en parcours ouvert avec 57 jeunes accueillis !

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam site de Lille, est une association Professionnelle (Syndicat)

L'objet social de l'association professionnelle est :

La défense, la protection et la sauvegarde des intérêts des Syndiqués, dans la limite et par tous les moyens que le Livre III du Code du Travail met à leur disposition, et en particulier de pourvoir par des œuvres d'éducation scientifique et par l'enseignement technique et professionnel sous toutes ses formes et à tous ses degrés, à la formation d'Ingénieurs et Techniciens et de leurs collaborateurs ouvriers qualifiés aptes à répondre à tous les besoins de l'industrie.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

- Indépendance des exercices,
et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	1 à 5 ans
Aménagements intérieurs des bâtiments	10 ans
Matériels et outillages	8 à 10 ans
Matériels de transport	3 ans
Matériels de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision pour indemnités de départ à la retraite

Changement de présentation :

Pour une meilleure présentation des comptes et dans le respect du plan comptable associatif, la provision pour indemnités de départ à la retraite a été reclassée sur la ligne « Provisions pour pensions et obligations similaires ». Cette provision était auparavant intégrée dans le poste « Autres provisions pour charges ».

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été comptabilisée pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2022.

Le total de la provision pour engagement retraite au 31 décembre 2022 est de 474 K€ avec une provision de 25 K€ sur l'année 2022.

Les départs de personnel sur 2021 ont donné lieu à une reprise sur provision de 30 K€.

La méthode de calcul de la provision tient compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
 - Taux d'actualisation : 3.50 %
 - Taux de croissance des salaires : 1 %
 - Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2022	Acquisitions	Cessions Rebut	31/12/2021
Immos incorporelles	574	3		577
Immos corporelles	12 761	602	644	12 719
Immos en cours et acomptes	-	60		60
Immos financières	200	20		220
TOTAL	13 535	685	644	13 576

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

AMORTISSEMENTS				
	01/01/2022	Dotations	Sorties	31/12/2022
Immos incorporelles	512	28		540
Immos corporelles	9 165	773	644	9 294
TOTAL	9 677	801	644	9 834

2.3 Etat des provisions pour dépréciation d'actifs immobilisés (en K€)

DEPRECIATIONS				
	01/01/2022	Dotations	Sorties	31/12/2022
Immos incorporelles.				
Immos corporelles	823		235	588
TOTAL	823	-	235	588

2.4 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un an	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	220	-	220
<i>Créances de l'actif circulant</i>			-
Clients et comptes rattachés	3 251	3 251	-
Personnel	2	2	-
Etat	1 146	1 146	-
Débiteurs divers	339	339	-
Autres comptes			-
TOTAL CREANCES	4 958	4 738	220

Les créances Etat se composent notamment du solde CIR 2019 (74K€), du solde du CIR 2020 (24 K€), du CIR 2021 (136 K€) et du CIR 2022 (163k€) et de subventions à recevoir (621 K€), d'un crédit de tva (90 k€)

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	996	387	609	-
Trésorerie court terme				
<i>Autres dettes</i>				-
Dettes fournisseurs	691	691		-
Dettes fournisseurs d'immos				-
Dettes fiscales et sociales	1 008	1 008		-
Créditeurs divers	95	95		-
Autres comptes		-	-	-
TOTAL DETTES	2 790	2 181	609	-

2.5 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **152 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **3 289 K€**. Ils correspondent principalement :

- A des bourses de scolarité perçues d'avance pour 3 208 K€
- A des subventions et dons perçus d'avance sur différents projets pour 81 K€.
-

2.6 Placements de trésorerie

Les placements de trésorerie figurent au bilan à l'actif pour leur valeur d'acquisition, soit **26 K€**.

2.7 Variation des fonds associatifs.

La variation des fonds associatifs est la suivante :

	01/01/2022	+	-	31/12/2022
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	0			0
Report à nouveau créditeur	2 755	12		2 767
Report à nouveau créditeur				0
Résultat de l'exercice	12	74	-12	74
	0			0
<i>Autres fonds associatifs</i>	0			0
Fonds associatifs avec droit de reprise	0			0
Subventions d'investissement	1 859	451		2 310
Amts subv. d'investissement	-1 213	-215		-1 428
TOTAL	3 413	322	-12	3 723

Le compte report à nouveau est mouvementé des écritures suivantes sur l'année 2022 :

- Affectation du résultat 2021 : +12 K€

L'amortissement 2022 des subventions d'investissement s'établit à 215 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.8 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2022	Dotations	Reprises	31/12/2022
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>				
Créances	42			42
<i>Prov. pour risques et charges</i>				
Litiges	158	13		171

Provisions indemnités retraite	537	25	89	473
--------------------------------	-----	----	----	-----

2.9 Variation des fonds dédiés.

La variation des fonds dédiés est la suivante :

	01/01/2022	+	-	31/12/2022
Subventions d'exploitation				
Contributions financières d'autres org.	367	30	-92	305
Ressources liées à la générosité du public	0			0
TOTAL	367	30	-92	305

Les fonds dédiés concernent des contributions financières par des Fondations. Ces contributions ont financé l'acquisition de matériels pour l'école de production, pour la plateforme créative, le Techshop et le projet Live Tree.

L'amortissement 2022 de ces fonds dédiés s'établit à 92 K€. Il figure en produits d'exploitation.

2.10 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2022
Fournisseurs	691
Personnel et comptes rattachés	873
Etat et comptes rattachés	135
Divers et comptes rattachés	95
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	1 794

Produits à recevoir	31/12/2022
Clients	3 251
Personnel et comptes rattachés	2
Etat et comptes rattachés	1 146
Divers et comptes rattachés	339
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	4 738

2.11 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2022
Avals, cautions, garanties	-
Autres engagements	-
TOTAL	-

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation (hors reprises sur prov)	31/12/2022	31/12/2021
Scolarités	4 366	3 899
Financement de l'apprentissage	3 204	2 936
Formation continue d'ingénieurs	61	74
Formation Professionnelle	416	763
Produits des laboratoires (hors subventions)	670	683
Production atelier & école de production	220	249
Activités annexes	105	132
Subventions Etat (MESRI)	411	389
Subventions Ministère du Travail (financement apprentissage)	224	185
Subventions Etat /Feder	242	151
Subventions Collectivités locales (Région)	74	57
Subventions autres financeurs	260	430
Subventions recherche académique	88	79
Taxe d'apprentissage	640	658
Contributions financières autres organismes	166	134
Utilisation fonds dédiés	92	242
Autres produits d'exploitation		0
Locations diverses	40	232
Transferts de charges	731	665
TOTAL	12 010	11 959

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2022		31/12/2021	
	En K€	En %	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Entreprises				
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics				
Entreprises	122	25,6%	375	44,8%
Particuliers	9	1,9%	24	2,8%
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances Européennes (FSE)				
Etat		0,0%		0,0%
Régions	346	72,5%	439	52,4%
Autres collectivités territoriales		0,0%	0	0,0%
<i>3 - Autres</i>				
Autres organismes de formation		0,0%		0,0%
Autres ressources		0,0%		0,0%
Total des Ressources FC	477	100%	837	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2022	31/12/2021
Premier cycle (lycées partenaires)	465	438
Missions pour le groupe	76	25
Services mutualisés entre structures ICAM	177	170
Autres transferts de charges	13	32
TOTAL	731	665

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	31/12/2022
Quote-part de subv.d'investissement virées au compte de	214
Reprise sur provisions	235
Produits sur cessions d'immobilisations	2
Autres produits except.	74
Autres produits except. sur exercices antérieurs	15
Charges exceptionnelles sur exercice antérieurs	-248
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-235
TOTAL	57

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2021 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2022.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2022 (ETP) : 101 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 96 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 3 personnes

Effectif moyen année civile 2021 (ETP) : 97 salariés

- *Permanents Cadres et non cadres : 96 personnes*
- *CDD d'usage et de remplacement : personnes*

5.4 Impôt sur les sociétés

Crédit d'impôt Recherche : - 163 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2022 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Groupe Icam	76 (a)	1797 (d)
Icam Paris Sénart	2 (b)	
Icam Ouest	(b)	10
Icam Toulouse	(b)	
Fondation Féron-Vrau	(b)	
Les Amis de l'Icam	175 (c)	38 (e)
TOTAL	253	1 845

- (a) Les produits réalisés avec le Groupe Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et à des refacturations diverses.
- (b) Les produits réalisés avec la Fondation Féron Vrau et les Icam(s) correspondent à des frais divers.
- (c) Les produits réalisés avec les Amis de l'Icam correspondent à de la mutualisation de prestations pour 141 k€ (Edf, téléphone, facilités & Lancry) et à des mises à disposition de personnel 34 K€ (personnel administratif & gardiennage).
- (d) Les charges facturées par le Groupe Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances et formation professionnelle) et à des refacturations diverses.
- (e) Les charges facturées par les Amis de l'Icam concernent de la mise à disposition de personnel.